

Arrêté concernant l'équipe d'intervention en cas d'épizootie hautement contagieuse *

du 16.05.2001 (état 01.09.2022)

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu la loi fédérale sur les épizooties du 1^{er} juillet 1966 (LFE);
vu l'ordonnance fédérale sur les épizooties du 27 juin 1995 (OFE);
vu les articles 57 alinéa 3 et 58 de la Constitution cantonale;
vu la loi d'application de la loi fédérale sur les épizooties du 13 novembre 2008;
sur la proposition du département en charge des affaires vétérinaires, *

arrête:

Art. 1 But

¹ Le présent arrêté règle les modalités de l'organisation et de l'indemnisation des membres de l'équipe d'intervention en cas d'épizootie hautement contagieuse. *

1 Organisation

Art. 2 Autorités

¹ Le département en charge des affaires vétérinaires (ci-après: le département) est l'autorité de surveillance de l'équipe d'intervention. *

² L'équipe d'intervention est placée sous la direction du vétérinaire cantonal. *

³ En cas d'épizootie hautement contagieuse, le vétérinaire cantonal est autorisé à prendre d'urgence les mesures qu'il jugera utiles.

* Tableaux des modifications à la fin du document

Art. 3 Equipe d'intervention *

¹ Pour l'ensemble du canton, une équipe d'intervention est mise sur pied. En cas de besoin, il peut être fait appel à des équipes d'autres cantons. *

² L'équipe d'intervention est soutenue dans ses tâches par les fonctionnaires de police ainsi que par le corps du service de protection civile et du service du feu des communes concernées. *

³ Dans l'exercice de leurs fonctions, les organes de la police des épizooties, les fonctionnaires de police et les membres de l'équipe d'intervention ont les compétences prévues à l'article 8 de la loi fédérale sur les épizooties (LFE). *

Art. 4 Membres

¹ Les membres de l'équipe peuvent remplir leurs fonctions dès l'âge de 18 ans et jusqu'à l'âge de 65 ans révolus pour autant que leur forme physique et leur santé le permettent. *

² ... *

³ Les membres de l'équipe sont désignés par le chef du département. *

⁴ Dans le but de maintenir un effectif minimal ou en cas de nécessité, le chef du département peut désigner d'office des membres ou élargir l'équipe d'intervention avec des personnes parmi les catégories de métiers adéquates (bouchers, ouvriers d'abattoirs, etc.), personnes avec lesquelles le vétérinaire cantonal pourra préalablement avoir conclu un mandat de prestations. *

⁵ Les membres de l'équipe d'intervention peuvent être libérés de leurs fonctions par le chef du département, moyennant demande écrite, dûment motivée et adressée au moins 3 mois à l'avance à l'office vétérinaire cantonal (ci-après: l'office). *

⁶ Tout membre d'équipe ne donnant pas satisfaction peut être démis de ses fonctions sans audition préalable, par le chef du département. *

Art. 5 Composition

¹ En général, l'équipe comporte environ 10 personnes, soit un chef d'équipe et au moins un vétérinaire officiel et des personnes ayant des compétences en relation avec les animaux et la désinfection des installations. *

² En cas d'intervention, le vétérinaire cantonal peut en outre faire appel à du personnel auxiliaire. Il est fourni en premier lieu par le détenteur des animaux et son personnel éventuel, et, à défaut, par la collectivité publique compétente.

Art. 6 Equipement

¹ L'office est chargé d'acquérir l'équipement d'intervention, conformément aux directives de l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV). *

² L'office peut collaborer avec d'autres cantons pour un achat groupé de l'équipement susmentionné. Il peut également collaborer avec d'autres entités étatiques en ce qui concerne l'utilisation du matériel. *

Art. 7 Compétences

¹ En cas d'épizootie hautement contagieuse, les tâches et compétences du vétérinaire cantonal, des vétérinaires officiels, des chefs d'équipe, des autres membres de l'équipe d'intervention et des auxiliaires sont réglées par l'ordonnance sur les épizooties (OFE). *

2 Formation

Art. 8 Organisation

¹ Le vétérinaire cantonal organise, en collaboration avec le chef d'équipe, des cours d'instruction et des exercices pratiques destinés aux membres de l'équipe d'intervention et aux vétérinaires officiels. *

² Il peut collaborer avec les services vétérinaires d'autres cantons.

³ La participation aux cours et aux exercices est obligatoire.

Art. 9 Cours et exercices

¹ Sont notamment mis sur pied des démonstrations et des entraînements au maniement des différents accessoires de l'équipement d'intervention.

² En outre, des instructions sont données sur l'entretien de l'équipement et sur les mesures à prendre en cas d'épizootie hautement contagieuse (intervention proprement dite dans l'exploitation contaminée).

Art. 10 Frais

¹ Les frais occasionnés par la formation des membres de l'équipe d'intervention sont supportés par l'Etat.

3 Mobilisation et mesures préventives

Art. 11 En cas d'épizootie et d'exercices pratiques

¹ En cas d'épizootie hautement contagieuse, les membres de l'équipe d'intervention doivent être immédiatement mobilisables, sur ordre du vétérinaire cantonal, et se tenir à la disposition de ce dernier, sauf en cas de maladie, accident ou autre empêchement majeur. *

² La disposition ci-dessus s'applique également aux exercices pratiques lors de la formation selon le chapitre 3.

³ Les employeurs des membres de l'équipe d'intervention ne peuvent pas s'opposer à la mobilisation de ces derniers, sauf pour raison de force majeure. *

Art. 12 Mesures préventives

¹ Toute personne ayant participé à une intervention contre une épizootie hautement contagieuse ne doit avoir aucun contact avec des exploitations possédant des espèces réceptives pendant les 3 jours qui suivent l'intervention. *

4 Indemnisation

Art. 13 Principe

¹ Les membres de l'équipe d'intervention extérieurs à l'administration cantonale sont indemnisés selon le règlement fixant les frais et les indemnités dans le domaine vétérinaire. *

² A moins que le membre de l'équipe d'intervention ne travaille à titre indépendant, le montant de l'indemnisation est versé directement à l'employeur du membre de l'équipe, à charge pour lui de le transmettre à son employé.

³ Les modalités du versement de l'indemnisation sont fixées par un contrat conclu entre l'office et l'employeur. *

⁴ Dans certains cas particuliers, les tarifs de l'indemnisation peuvent être adaptés à la hausse par le département si l'employeur démontre que le coût salarial à sa charge est supérieur au montant du dédommagement. *

Art. 14 Indemnité de déplacement et de repas

¹ Les membres de l'équipe d'intervention et les auxiliaires sont personnellement indemnisés pour leurs frais de déplacement et pour leurs frais de repas conformément aux tarifs fixés dans le règlement sur les indemnités de déplacements. *

Art. 15 Vétérinaire officiel *

¹ Le vétérinaire officiel requis en cas d'épizootie hautement contagieuse est rémunéré conformément au règlement fixant les frais et les indemnités dans le domaine vétérinaire pour la lutte contre les épizooties. *

Art. 16 Absence de rémunération

¹ Le détenteur des animaux sous séquestre, son personnel et le personnel mis à disposition par la collectivité publique concernée ne sont pas rémunérés pour leurs prestations d'assistance.

² Les employés de l'Etat du Valais ne sont pas rémunérés spécialement pour leurs prestations dans le cadre d'une intervention ou lors des cours de formation. *

Art. 17 Entrée en vigueur

¹ Le présent arrêté sera publié au Bulletin officiel et entre en vigueur le 18 mai 2001.

Tableau des modifications par date de décision

Adoption	Entrée en vigueur	Elément	Modification	Source publication
16.05.2001	18.05.2001	Acte législatif	première version	RO/AGS 2001 f 330 d 335
13.11.2008	01.01.2009	Art. 2 al. 1	modifié	BO/Abl. 50/2008
26.08.2015	01.01.2016	Art. 13 al. 1	modifié	BO/Abl. 36/2015
26.08.2015	01.01.2016	Art. 15 al. 1	modifié	BO/Abl. 36/2015
14.09.2022	01.09.2022	Titre de l'acte législatif	modifié	RO/AGS 2022-067
14.09.2022	01.09.2022	Préambule	modifié	RO/AGS 2022-067
14.09.2022	01.09.2022	Art. 1 al. 1	modifié	RO/AGS 2022-067
14.09.2022	01.09.2022	Art. 2 al. 1	modifié	RO/AGS 2022-067
14.09.2022	01.09.2022	Art. 2 al. 2	modifié	RO/AGS 2022-067
14.09.2022	01.09.2022	Art. 3	titre modifié	RO/AGS 2022-067
14.09.2022	01.09.2022	Art. 3 al. 1	modifié	RO/AGS 2022-067
14.09.2022	01.09.2022	Art. 3 al. 2	modifié	RO/AGS 2022-067
14.09.2022	01.09.2022	Art. 3 al. 3	modifié	RO/AGS 2022-067
14.09.2022	01.09.2022	Art. 4 al. 1	modifié	RO/AGS 2022-067
14.09.2022	01.09.2022	Art. 4 al. 2	abrogé	RO/AGS 2022-067
14.09.2022	01.09.2022	Art. 4 al. 3	modifié	RO/AGS 2022-067
14.09.2022	01.09.2022	Art. 4 al. 4	modifié	RO/AGS 2022-067
14.09.2022	01.09.2022	Art. 4 al. 5	modifié	RO/AGS 2022-067
14.09.2022	01.09.2022	Art. 4 al. 6	modifié	RO/AGS 2022-067
14.09.2022	01.09.2022	Art. 5 al. 1	modifié	RO/AGS 2022-067
14.09.2022	01.09.2022	Art. 6 al. 1	modifié	RO/AGS 2022-067
14.09.2022	01.09.2022	Art. 6 al. 2	modifié	RO/AGS 2022-067
14.09.2022	01.09.2022	Art. 7 al. 1	modifié	RO/AGS 2022-067
14.09.2022	01.09.2022	Art. 8 al. 1	modifié	RO/AGS 2022-067
14.09.2022	01.09.2022	Art. 11 al. 1	modifié	RO/AGS 2022-067
14.09.2022	01.09.2022	Art. 11 al. 3	modifié	RO/AGS 2022-067

Adoption	Entrée en vigueur	Elément	Modification	Source publication
14.09.2022	01.09.2022	Art. 12 al. 1	modifié	RO/AGS 2022-067
14.09.2022	01.09.2022	Art. 13 al. 1	modifié	RO/AGS 2022-067
14.09.2022	01.09.2022	Art. 13 al. 3	modifié	RO/AGS 2022-067
14.09.2022	01.09.2022	Art. 13 al. 4	modifié	RO/AGS 2022-067
14.09.2022	01.09.2022	Art. 14 al. 1	modifié	RO/AGS 2022-067
14.09.2022	01.09.2022	Art. 15	titre modifié	RO/AGS 2022-067
14.09.2022	01.09.2022	Art. 15 al. 1	modifié	RO/AGS 2022-067
14.09.2022	01.09.2022	Art. 16 al. 2	modifié	RO/AGS 2022-067

Tableau des modifications par disposition

Elément	Adoption	Entrée en vigueur	Modification	Source publication
Acte législatif	16.05.2001	18.05.2001	première version	RO/AGS 2001 f 330 d 335
Titre de l'acte législatif	14.09.2022	01.09.2022	modifié	RO/AGS 2022-067
Préambule	14.09.2022	01.09.2022	modifié	RO/AGS 2022-067
Art. 1 al. 1	14.09.2022	01.09.2022	modifié	RO/AGS 2022-067
Art. 2 al. 1	13.11.2008	01.01.2009	modifié	BO/Abl. 50/2008
Art. 2 al. 1	14.09.2022	01.09.2022	modifié	RO/AGS 2022-067
Art. 2 al. 2	14.09.2022	01.09.2022	modifié	RO/AGS 2022-067
Art. 3	14.09.2022	01.09.2022	titre modifié	RO/AGS 2022-067
Art. 3 al. 1	14.09.2022	01.09.2022	modifié	RO/AGS 2022-067
Art. 3 al. 2	14.09.2022	01.09.2022	modifié	RO/AGS 2022-067
Art. 3 al. 3	14.09.2022	01.09.2022	modifié	RO/AGS 2022-067
Art. 4 al. 1	14.09.2022	01.09.2022	modifié	RO/AGS 2022-067
Art. 4 al. 2	14.09.2022	01.09.2022	abrogé	RO/AGS 2022-067
Art. 4 al. 3	14.09.2022	01.09.2022	modifié	RO/AGS 2022-067
Art. 4 al. 4	14.09.2022	01.09.2022	modifié	RO/AGS 2022-067
Art. 4 al. 5	14.09.2022	01.09.2022	modifié	RO/AGS 2022-067
Art. 4 al. 6	14.09.2022	01.09.2022	modifié	RO/AGS 2022-067
Art. 5 al. 1	14.09.2022	01.09.2022	modifié	RO/AGS 2022-067
Art. 6 al. 1	14.09.2022	01.09.2022	modifié	RO/AGS 2022-067
Art. 6 al. 2	14.09.2022	01.09.2022	modifié	RO/AGS 2022-067
Art. 7 al. 1	14.09.2022	01.09.2022	modifié	RO/AGS 2022-067
Art. 8 al. 1	14.09.2022	01.09.2022	modifié	RO/AGS 2022-067
Art. 11 al. 1	14.09.2022	01.09.2022	modifié	RO/AGS 2022-067
Art. 11 al. 3	14.09.2022	01.09.2022	modifié	RO/AGS 2022-067
Art. 12 al. 1	14.09.2022	01.09.2022	modifié	RO/AGS 2022-067
Art. 13 al. 1	26.08.2015	01.01.2016	modifié	BO/Abl. 36/2015

Elément	Adoption	Entrée en vigueur	Modification	Source publication
Art. 13 al. 1	14.09.2022	01.09.2022	modifié	RO/AGS 2022-067
Art. 13 al. 3	14.09.2022	01.09.2022	modifié	RO/AGS 2022-067
Art. 13 al. 4	14.09.2022	01.09.2022	modifié	RO/AGS 2022-067
Art. 14 al. 1	14.09.2022	01.09.2022	modifié	RO/AGS 2022-067
Art. 15	14.09.2022	01.09.2022	titre modifié	RO/AGS 2022-067
Art. 15 al. 1	26.08.2015	01.01.2016	modifié	BO/Abl. 36/2015
Art. 15 al. 1	14.09.2022	01.09.2022	modifié	RO/AGS 2022-067
Art. 16 al. 2	14.09.2022	01.09.2022	modifié	RO/AGS 2022-067